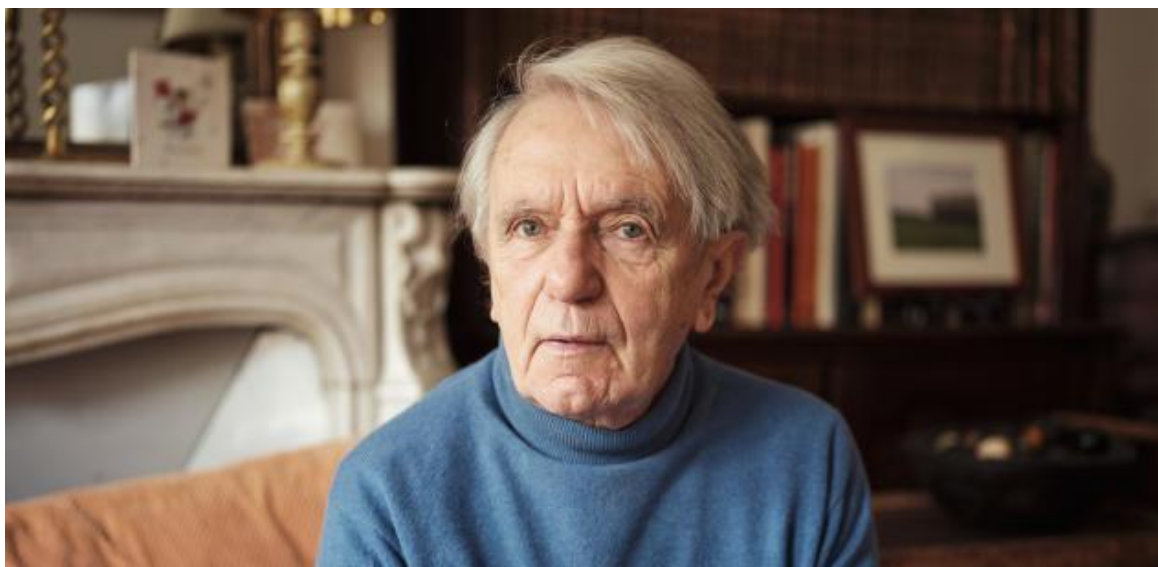


Jacques Rancière : « Je n'attends plus rien de cette élection »



Jacques Rancière à Paris, le 22 décembre 2021. (Samuel Kirszenbaum pour "L'OBS".)

Les thèses d'extrême droite ont contaminé l'ensemble de la classe politique, estime le philosophe. Et la logique du barrage ne parviendrait qu'à les renforcer. Dans « les Trente Inglorieuses », il analyse les causes de cette dérive. Entretien.

Par [Véronique Radier](#)

L'OBS. Publié le [16 janvier 2022 à 10h00](#)

Après la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique, beaucoup crurent au triomphe solide des démocraties. Philosophe influent en France et aux Etats-Unis, Jacques Rancière, lui, a très tôt perçu les failles et les dangers de ce nouvel ordre du monde. Esprit original, ancien élève d'Althusser et militant de la Gauche prolétarienne, il travaille sur l'articulation de l'art, de la politique et la pensée de l'émancipation. Défenseur de « ceux qui ne sont rien », il publie cette semaine « les Trente Inglorieuses », recueil des interventions qu'il a consacrées à la vie politique de 1991 à 2021. De la guerre du Golfe à l'actuelle pandémie, en passant par les « gilets jaunes », il y dissèque nos pulsions inégalitaires et s'élève contre le discrédit jeté sur les luttes sociales et les mouvements d'émancipation.

L'OBS. *Vous semble-t-il encore permis d'espérer que ce scrutin connaisse une issue positive, d'une manière ou d'une autre ?*

Jacques Rancière. Je ne vois pas comment il le pourrait. Tout d'abord, l'élection d'un président de la République n'est pas une institution démocratique ; elle a été inventée par les monarchistes en 1848 pour contrecarrer la puissance populaire. De Gaulle l'a rétablie en 1962, pour républicaniser le concept royaliste : un seul individu concentrant la puissance publique censé servir de guide à toute la communauté. Ce simulacre de démocratie a fini par devenir une arme contre tout mouvement réellement émancipateur. Regardez comment, en 2017, l'énergie de Nuit Debout a été balayée par le bulldozer de la machine électorale. Deux mille vingt-deux s'annonce comme un nouvel épisode de la comédie déjà jouée en 2002

et 2017, où la gauche vertueuse appelait à voter pour le candidat de la droite « raisonnable », pour faire barrage à l'extrême droite raciste. Je me suis d'emblée opposé à cette prétendue logique du moins pire et j'ai montré qu'elle conduit, en réalité, à renforcer l'extrême droite. Cette dernière pèse aujourd'hui beaucoup plus qu'il y a vingt ans, et l'emprise de ses idées ne cesse de s'étendre sur cette droite dite républicaine, qui ne s'en distingue plus guère, et sur une gauche socialiste qui ne se différencie non plus guère de la droite.

Pourquoi se rassembler autour d'un candidat, au nom du « front républicain », ne fait-il, selon vous, qu'encourager les idées contraires à l'idéal de la République ?

J'ai publié, il y a vingt-cinq ans, « Sept règles pour aider à la diffusion des idées racistes en France » (1). J'y montrais déjà comment les dénonciations indignées contre l'extrême droite ne font que renforcer celle-ci en popularisant ses idées et en leur conférant l'irrésistible parfum du scandale et la palme du martyr. Je constate que rien n'a changé. De fait, les thèses racistes et xénophobes sont à peu près les seules à être débattues au cours de cette campagne. Et le prétendu idéal républicain que brandissent les tenants du front du même nom est devenu, en lui-même, identitaire et intolérant, comme on le voit avec l'instrumentalisation forcée de la laïcité détournée de son sens historique pour devenir un moyen de stigmatisation d'une partie de la population. Il s'agit d'une véritable spirale de radicalisation. J'avais déclaré dans vos pages, lors de la présidentielle de 2017, qu'en 2022, on nous appellerait à voter pour la bonne républicaine Marine Le Pen contre sa nièce extrémiste Marion Maréchal. N'y sommes-nous pas aujourd'hui à peu près, mais avec Eric Zemmour ? Je n'attends rien de l'élection qui vient, si ce n'est la confirmation de cette mécanique délétère qui confère le rôle de rempart contre l'extrême droite à une classe politique de plus en plus gagnée par ses concepts.

« Macron n'est qu'un arriviste arrivé »

Pourquoi voyez-vous en Emmanuel Macron la figure par excellence du pompier pyromane ?

N'ayant lui-même aucun arrière-fond idéologique, n'appartenant à aucune des familles politiques traditionnelles, Emmanuel Macron n'est qu'un arriviste arrivé. Par conséquent, il est quelqu'un qui peut manipuler les idées à sa guise, un personnage en quelque sorte absolument blanc. Il peut se présenter solennellement comme un rempart de la République, tout en déléguant à son ministre de l'Éducation le soin de faire de la lutte contre l'islamo-gauchisme la plus grande urgence de notre université ou à celui de l'Intérieur de tonitruer contre les flux de l'immigration. Il représente une sorte de condensé de la circulation et du traitement des idées dans une classe politique où la distance entre droite et extrême droite s'amenuise à la même vitesse que celle entre la gauche et la droite.

Pas encore candidat officiellement, Emmanuel Macron n'a pour l'instant annoncé qu'une « indispensable » réforme des retraites dans son futur programme. Pourquoi selon vous ?

Briser ce système par répartition, fondé sur la solidarité, pour le remplacer par des assurances privées individuelles est l'un des objectifs majeurs du capitalisme absolutisé. Il combine une visée pratique : réduire la dépense publique – même s'il est bien difficile de dire quelles sommes seraient réellement économisées – et un objectif hautement symbolique. Notre système de retraite témoigne d'une époque où existait une organisation solidaire de la vie, qui donnait aux gens ordinaires la capacité de gérer le rapport entre-temps de travail et temps personnel. La destruction de toutes les formes de solidarité sociale et, en même temps, celle

des structures, des lieux de délibération auxquelles participaient les représentants des travailleurs répond à un enjeu fondamental dans une logique capitaliste qui, sous couvert de lutter contre « l'Etat-providence », instaure un face-à-face direct entre l'Etat et des individus entièrement isolés.



Une quarantaine de personnes participe à l'assemblée générale des gilets jaunes du rond-point de Crolles (Isère), en 2019.

Quel parti, quel projet vous semblent-ils aujourd'hui à même de formuler une alternative à ce projet capitaliste, qui selon vous unit l'essentiel du spectre politique actuel ?

L'idée d'une telle alternative a longtemps été liée à la tradition marxiste. Même si les Etats dits socialistes ou communistes trahissaient toutes leurs promesses d'émancipation, la vision marxiste de l'histoire restait vivante. Elle était soutenue par l'existence d'une puissante classe ouvrière, qui était à la fois un groupe social, une force combattante et une forme de préfiguration d'un monde à venir. La gauche partageait encore largement cette vision de l'histoire où le capitalisme produisait la classe destinée à le détruire. Or, c'est le contraire qui s'est produit : le capitalisme a détruit la classe ouvrière. La disparition du parc industriel dans les pays riches, avec les fermetures d'usines et les délocalisations, n'a pas seulement représenté une manière de rendre le travail moins coûteux et la marchandise moins chère. Il a également permis de balayer la classe ouvrière comme telle, avec son potentiel de lutte et ses formes de solidarité, et de la remplacer par un vivier de travailleurs dispersés et précarisés, seuls et dépourvus face au capital financier. Les importants mouvements populaires d'auto-affirmation démocratique, qui ont eu lieu, comme les mouvements des places, les « indignés » de Madrid, Occupy Wall Street, Nuit Debout ou les « gilets jaunes », ne peuvent plus prendre appui sur cette force sociale déterminée ni sur une vision historique porteuse d'espoir.

« Quelles forces combattantes ? »

L'écologie ne peut-elle représenter ce nouvel horizon, le rassemblement autour de biens et d'objectifs communs ?

Plutôt que d'ouvrir un nouvel horizon d'espoir, l'écologie nous place devant la catastrophe imminente. Au *There is no alternative* de la nécessité capitaliste que nous

martèlent nos gouvernements, elle oppose une autre logique de la nécessité et de l'urgence : la course de vitesse pour sauver la planète. On nous dit qu'il n'y a qu'une seule chose à faire. Mais toute la question est : qui va la faire ? La plupart des discours écologistes veulent se situer au-delà des vieux clivages politiques en énonçant les conditions de survie de la planète, mais ils court-circuitent ainsi la question du sujet politique : quelles forces combattantes, quelles formes de lutte peuvent faire de l'écologie la cause de tous et non celles d'experts s'en remettant au bon vouloir des maîtres du monde ?

Pourtant, ceux qui luttent pour le climat dénoncent aussi les inégalités, les plus riches provoquant l'essentiel des émissions de gaz à effet de serre. Les causes écologistes et sociales ne se rejoignent-elles pas ?

On peut dire que le capitalisme est responsable de la catastrophe écologique comme il l'est de l'exploitation économique et de l'inégalité sociale. Mais donner une cause commune à tous les maux ne produit par soi-même aucun bien. Et le fait de dénoncer jusqu'à plus soif les inégalités ne fait pas avancer d'un pouce cette cause. Seul le développement de mouvements réellement égalitaires peut changer les choses. On peut toujours sommer les dirigeants du G20 de sauver l'Amazonie, seuls les peuples qui l'habitent combattent réellement pour la défendre. Ils luttent pour la sauvegarder, mais aussi pour montrer au monde qu'ils sont parfaitement capables de comprendre ce qu'est le réchauffement climatique ou la biodiversité. L'égalité ne progresse que lorsque ceux qu'on juge incapables de s'occuper des affaires du monde s'emparent d'elles. En revanche, la démonstration continuelle des injustices finit par faire partie intégrante de l'ordre inégalitaire.

Comment sortir de cette logique paralysante ?

Je ne vois pas d'autre voie que l'extension de ces mouvements démocratiques autonomes. L'internationale capitaliste est d'une efficacité extraordinaire, serons-nous capables de constituer une « internationale des mouvements égalitaires » pour lui répondre ? Sur le fond, rien ne sépare plus réellement les grandes puissances d'aujourd'hui, Etats-Unis, Chine, Russie ou Europe, dans leur conception du monde, hormis la défense de leurs propres intérêts, la lutte pour leur puissance. Mais partout, il reste des gens qui s'opposent et se rebellent, que ce soient les manifestants de Santiago, de Hongkong, les paysans sans terre du Brésil ou les agriculteurs opposés au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Et de nouvelles formes de résistance s'inventent. Pensons, par exemple, à la manière dont #MeToo a créé un mode de lutte efficace contre des formes de violence qui restaient enfouies dans le domaine de la vie privée.

« L'impossibilité de croire en un monde où l'on vive autrement »

Mais pourquoi un mouvement comme celui des « gilets jaunes », par exemple, n'a-t-il pas fait tache d'huile ?

Les « gilets jaunes » nous ont montré comment des gens, censés avoir peur de bouger et n'être préoccupés que par leurs petites affaires, peuvent se mettre à faire exactement le contraire. Ils se sont rassemblés et ont inventé des formes de mobilisation inattendues, témoignant que la capacité de penser et d'agir en égaux subsiste bel et bien en chacun de nous, quand bien même le système semble nous condamner à l'isolement. Lorsque l'on est porté par la

perspective d'un monde plus vivable, on peut renoncer à ce qu'on possède et même se mettre en danger. Le potentiel d'extension était très fort au début de ce mouvement : à Paris, dans la rue à côté de chez moi, les collégiens ont commencé à dresser de petites barricades, certes symboliques. Le gouvernement l'a brutalement réprimé et, plus généralement, a fait en sorte qu'il soit maintenant dangereux de manifester dans la rue. Mais, à mes yeux, ce qui explique le ralentissement du mouvement, c'est moins cette répression et la peur qu'elle peut inspirer, que l'impossibilité de croire en un monde où l'on vive autrement.



Jacques Rancière à Paris, le 22 décembre 2021.

Mais n'est-ce pas aussi que nous jouissons à la fois d'un confort nouveau et de plus grandes libertés de mœurs, dans la société actuelle ?

Ces libertés, là où elles existent, ne sont pas le résultat de ce développement synchrone qu'on appelait jadis progrès, où la production des techniques, des biens de consommation et des libertés personnelles semblaient avancer d'un même pas. Elles ont été conquises par des combats contre des forces répressives. En 1968, la société n'était pas moins hiérarchisée qu'aujourd'hui, mais, à l'époque, les gens se sentaient égaux et agissaient en conséquence. La hausse du niveau de vie ou les avancées technologiques n'ont pas empêché que se perpétuent la culture du viol et toutes les formes de domination subies par les femmes, mais c'est bien le développement de luttes collectives où celles-ci ont manifesté une puissance d'égalité en acte qui ont fait bouger les lignes.

[Flair ou baraka ? Naomi Klein, l'intellectuelle qui continue d'avoir raison avant tout le monde](#)

Sommes-nous en panne d'horizon ?

Je ne crois pas à la puissance inspiratrice d'un modèle. Nous en avons eu en pagaille et cela a fini en désastre. L'avenir ne s'écrit pas en appliquant des programmes, il est le résultat de dynamiques présentes. Au Chili, la mobilisation populaire est partie d'une augmentation du prix des transports pour aboutir à la liquidation de la constitution héritée de Pinochet, en passant par l'émergence d'un fort mouvement féministe et par la lutte pour les droits du peuple mapuche. A travers le monde, des mouvements existent et peuvent nous faire réfléchir, nous inspirer, plutôt que de nous perdre dans la quête des bonnes recettes.

(1) Article paru dans « le Monde » du vendredi 21 mars 1997.

Jacques Rancière, bio express

Professeur honoraire à l'université Paris-VIII, **Jacques Rancière** est philosophe, spécialiste de politique et d'esthétique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont « la Nuit des prolétaires » (1981) et « le Maître ignorant » (1987) chez Fayard, « la Haine de la démocratie » (2005) aux éditions de La Fabrique. Il publie, ce 14 janvier, chez le même éditeur : « les Trente Inglorieuses. Scènes politiques 1991-2021 ».

Par [Véronique Radier](#)